



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service prévention des risques techniques

Arrêté préfectoral complémentaire

Société EDILTECO SUD sur le territoire de la commune du Pontet

LE PRÉFET DE VAUCLUSE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R.512-69 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret du 14 février 2024 publié au journal Officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 autorisant la société DELTISOL à exploiter des installations de fabrication de matériaux d'isolation en polystyrène expansé, situées sur le territoire de la commune du Pontet (84 130) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 décembre 2020 modifiant l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 septembre 2021 de la société EDILTECO SUD de respecter les dispositions de l'article 8.2.4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2018 modifié portant sur l'installation de Dispositifs d'Évacuation Naturelle de Fumées et de Chaleur (DENFC) dans l'ensemble des locaux à risques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 février 2023 portant consignation de somme à l'encontre de la société EDILTECO SUD ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 mars 2024 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

Vu le courrier du 28 octobre 2020 de la société EDILTECO SUD, informant Monsieur le préfet de Vaucluse du changement d'exploitant des installations exploitées par la société DELTISOL sur le territoire de la commune du Pontet, à la suite de la mise en liquidation judiciaire de la société DELTISOL par décision du tribunal de commerce d'Avignon le 23 septembre 2020 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 23 décembre 2022 faisant suite à la visite d'inspection du 28 septembre 2022 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 27 décembre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courriel de la société EDILTECO SUD du 12/10/2022 à l'inspection des installations classées l'informant du montant prévisionnel des travaux d'installation de Dispositifs d'Évacuation Naturelle de Fumées et de Chaleur (DENFC) et de l'échéancier de réalisation ;

Vu le courrier de la société EDILTECO à l'inspection des installations classées du 18 janvier 2023 ;

Vu les courriels de la société EDILTECO du 21 septembre 2023, du 02 février 2024 et du 08 février 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 mars 2024 transmis à l'exploitant par courrier en date du 28 mars 2024 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 05 avril 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant reçues par courriel en date du 11 avril 2024 suite à la transmission du projet d'arrêté ;

Considérant que, lors des visites en date du 28 septembre 2022 et du 26 février 2024, l'Inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas réalisé les travaux de DENFC ;

Considérant que le délai maximal fixé pour la mise en conformité du site était fixé au 01 juin 2022 ;

Considérant que, dans ces conditions, l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 septembre 2021 n'est pas respecté en ce qui concerne les moyens de désenfumage de l'ensemble des locaux à risques ;

Considérant l'engagement de la société EDILTECO à réaliser l'intégralité des travaux en 4 phases jusqu'au 31/12/2026 ;

Considérant qu'il est nécessaire que l'exploitant mette en œuvre des mesures compensatoires durant la durée des travaux et ce, afin de garantir la préservation des intérêts protégés du code de l'environnement listés à son article L. 511-1 ;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de la Direction Départementale de la Protection des Populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société EDILTECO SUD, dont le siège social est situé au 840 rue de la Verdette 84 130 LE PONTET, est tenue de mettre en œuvre les mesures compensatoires suivantes durant les travaux de mise en place de Dispositifs d'Évacuation Naturelle de Fumées et de Chaleur (DENFC) :

- Réalisation d'exercices d'évacuation incendie selon une périodicité mensuelle.
- Maintien de l'ensemble des portails d'accès aux bâtiments en position ouverte durant les heures de présence humaine dans les ateliers.
- Réaliser les travaux en commençant par les zones les plus à risques du site et en terminant par celles où les risques sont les plus faibles.

L'exploitant informe l'inspection de la fin de réalisation des travaux et lui transmet les attestations de réalisation des travaux.

Article 2 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes – 16 avenue Feuchères – CS 88 010 – 30 941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 5 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

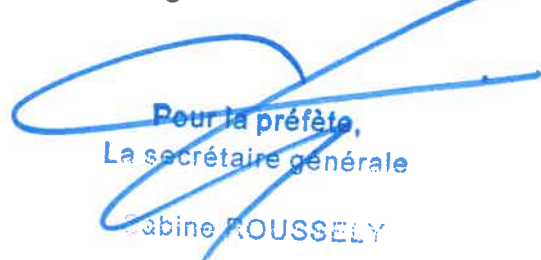
2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le maire du Pontet, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le **24 MAI 2024**


Pour la préfète,
La secrétaire générale
Cabine ROUSSELY

